

Une Suisse plus dure

●●● **Christophe Büchi**, Lausanne
Journaliste

Que s'est-il réellement passé lors des élections fédérales d'octobre ?

Christophe Büchi analyse les causes principales des changements survenus et esquisse quelques hypothèses quant aux répercussions que ces élections pourraient avoir sur le paysage helvétique. Il examine notamment l'avenir du Parti démocrate-chrétien (PDC) en posant la question de la défense des valeurs chrétiennes dans la politique suisse de demain.

Une fois n'est pas coutume, les élections fédérales du mois d'octobre ont trouvé une résonance large non seulement dans la presse suisse, mais aussi dans les médias étrangers. Face à la victoire de l'Union démocratique du centre (UDC) du tribun Christoph Blocher, les journalistes européens se sont interrogés sur l'émergence d'une nouvelle « affaire Haider ». En Suisse, les commentateurs ont emprunté un registre à peine moins dramatique, annonçant la fin de la concordance. Mais partout des métaphores marines ou militaires, telles que « raz-de-marée », « triomphe », « percée UDC », ont fleuri. Cette dramatisation se justifie-t-elle ? La politique suisse a-t-elle réellement connu un bouleversement cet automne ?

Des élections du 19 octobre, quelques faits majeurs sont à retenir. Le premier, nous l'avons vu, est l'avancée de l'UDC, auréolée désormais du titre de « premier parti de Suisse ». Ce qualificatif a de quoi impressionner, surtout pour les ressortissants de pays où le parti le plus fort « rafle la mise », c'est-à-dire parvient à contrôler le gouvernement et à dicter la politique à suivre. Ce qui, rappelons-le, n'est pas le cas de la Suisse qui fonctionne selon le mode proportionnel et collégial. Et puis, le pourcentage de l'UDC, qui totalise désormais environ 26 % des voix, est certes important, mais cela signifie aussi - La Palice ne nous don-

nerait pas tort - que 74 % des citoyens suisses ne suivent toujours pas le parti de Christoph Blocher.

Le deuxième élément saillant est la progression du camp gauche/Verts, progression certes moindre que celle de l'UDC, mais tout sauf insignifiante. Au Conseil national, la gauche plurielle contrôle désormais 67 sièges, contre 57 sièges à l'UDC et 76 aux autres partis.

Le troisième fait marquant est le fort recul, voire l'effondrement, du centre-droit représenté par le Parti radical et le PDC. C'est dire que le paysage politique s'est polarisé : la gauche et la droite se renforcent et le milieu s'est affaibli. C'est cette polarisation, d'ailleurs, qui a entraîné le triomphe de l'UDC, qui est l'élément à retenir.

Certes, ces changements étaient tous plus ou moins attendus. Mais il est vrai aussi qu'ils ont été plus importants que prévu. Et pourtant, ces élections n'ont fait que prolonger une évolution amorcée depuis plus de dix ans. Dans ce sens, c'est plutôt d'un mini-bouleversement qu'il s'agit.

Autre fait marquant, c'est la Suisse romande qui a cette fois « créé l'événement ». C'est en effet la partie francophone du pays qui a apporté la plupart des nouveaux sièges à l'UDC, alors que ce parti n'a que faiblement progressé en Suisse alémanique. Les Romands se sont ainsi rapprochés des Alémaniques ; la Romandie a connu

une sorte d'« effet de rattrapage ». En poussant un peu, on pourrait parler d'une « alémanisation » du paysage politique romand.

Cela non plus n'est pas une surprise. Car en suivant la campagne électorale en Suisse romande, on était frappé par l'omniprésence de la thématique sécuritaire, thématique depuis longtemps monopolisée par l'UDC, tandis que le débat européen, naguère si cher au cœur des Romands, a été largement escamoté. Dans ce contexte, la victoire de l'UDC, abonnée au discours sécuritaire, tout comme celle de la gauche, qui capitalise sur le thème de la sécurité sociale, étaient programmées.

La présence obsessionnelle de la problématique sécuritaire n'est certes pas une spécialité romande. Au contraire, elle correspond à une tendance observée dans la plupart des régions européennes : il n'y a qu'à penser aux dernières élections présidentielles en France. Mais elle a été cette fois renforcée par certains facteurs « conjoncturels », comme les manifestations chaotiques à Genève et Lausanne lors du sommet du G8 à Evian ou les agressions entre jeunes qui ont bouleversé les Romands cet été. Ces phénomènes ont attiré l'attention du public et des citoyens sur une problématique qui a été peut-être trop longtemps minimisée, voire occultée en Suisse romande. Cette « tabouïsation » s'explique, nous semble-t-il, par une sorte de « politically correctness » à la sauce romande qui a longtemps prédominé dans cette région du pays.

Dans les années 90, la Suisse romande a été accaparée en grande partie par le débat

européen. Une élite agissante, hégémonique en politique et dans les médias, a réussi pendant ces années-là à imposer un discours axé sur l'idée d'ouverture des frontières, de cosmopolitisme, etc. : ainsi les Vigilants, le parti le plus fort de Genève au début des années 80, disparut-il durant les années de la grande europhilie. N'est-il pas stupéfiant de constater que pendant ce temps-là, au contraire, dans les régions alentour - en Suisse allemande, au Tessin, mais aussi en France et en Italie - des mouvements identitaires et de repli se développaient ?

Le discours eurocentriste et xénophile romand était certes fort sympathique, mais également empreint d'un certain angélisme. La prédominance d'une élite tournée vers l'international a largement contribué à ce que le sentiment national et le besoin de sécurité d'une partie de la population n'aient pas été assez pris en compte sur le plan politique. En tout cas, cette évolution à rebrousse-poil faisait de la Romandie un cas à part sur le plan européen. Ce

G8,
Genève se sécurise...



« Sonderfall romand » a été enterré le 19 octobre 2003. Au fond, ce n'est pas tellement l'avancée de la droite musclée ou l'irruption des préoccupations sécuritaires dans la politique romande qui doit nous étonner, mais plutôt le fait qu'elles n'aient pas eu lieu bien avant. Désormais, les Romands ont rejoint leurs compatriotes dans le réduit mental. Une formidable homogénéisation des esprits a aboli le fameux « Roesti-graben » : la peur de l'autre étranger tend à escamoter les craintes face à l'altérité helvétique.

L'ambiance morose et le sentiment dif-fus d'insécurité ont encore été renforcés par la récession économique, qui a entraîné une aggravation de la crise des finances publiques, particulièrement aiguë dans les cantons romands - une autre thématique « squattée » de longue date par l'UDC. Du coup, le besoin d'assainir les finances publiques est devenu l'impératif catégorique du discours politique dominant, de ce côté-ci de la Sarine comme au-delà.

Le changement du paradigme est frappant : dans les années 90, pour marquer des points dans le débat politique, il fallait être « ouvert », « tolérant », « généreux », tourné vers l'avenir et vers l'inconnu. Désormais, il faut être économe et rassurant.

Virage à droite

Quelles seront les conséquences de ce changement ? De toute évidence, la politique suisse vire à droite. Plus de rigueur budgétaire et une politique plus restrictive envers les étrangers seront ces prochains mois les maîtres-mots de la politique fédérale, encore que dans la question de l'immigration, la

marge de manœuvre d'un Etat comme la Suisse soit réduite, vu les flux migratoires mondiaux.

Sur le plan politique, une recomposition des forces va s'opérer. Le changement possible dans la composition du Conseil fédéral (formule magique) n'en est que l'aspect le plus visible. Les forces politiques vont de plus en plus se partager entre trois courants clairement dessinés : une droite nationale dure, une alliance gauche/Verts dans l'offensive et un centre sur la défensive.

Cette polarisation va mettre sous pression le Parti radical, tiraillé entre une majorité - surtout alémanique et zurichoise - lorgnant de plus en plus ouvertement du côté de l'UDC, et une minorité - très présente en Suisse romande - affirmant le rôle centriste du parti. Mais elle posera encore plus de problème au PDC qui a toujours affiché un caractère inter-classes, dans la mesure où il comprend une droite conservatrice, mais aussi une aile proche des syndicats chrétiens et de la gauche. Or il est probable que le PDC perdra encore à l'avenir une partie de sa base au profit de la droite musclée d'une part, et de la gauche de l'autre. L'érosion risque dès lors de se poursuivre. Le PDC, héritier de l'ancienne mouvance catholique-conservatrice, pourrait y jouer sa survie.

La tentative entamée dès les années 1960 de sortir de l'ornière catholique pour devenir un parti interconfessionnel, à l'image de la CDU allemande, a de toute évidence échoué. Cela tient au fait que la Suisse, contrairement à l'Allemagne où le libéralisme politique a fait naufrage durant l'ère nazie, a toujours eu un Parti radical-libéral fort, qui occupe le créneau au centre de l'échiquier politique, confinant ainsi le PDC dans son rôle de porte-parole politique de la sous-culture catholique qui est,

on le sait, en voie de disparition. Le fait est que le PDC ne sera jamais un parti capable d'attirer un grand nombre de personnes qui ne soient pas issues de son milieu d'origine catholique.

Avenir du PDC

Quelle est la solution ? Une fusion avec le Parti radical ? ou un regroupement plus souple, comme le propose Edgar Fasel, l'ancien bras droit du conseiller fédéral Kurt Furgler ? Un rapprochement avec le Parti radical est une option à prendre au sérieux, dans la mesure où il permettrait aux partis de centre droit de réellement se constituer en troisième force de la politique suisse. Mais les difficultés ne doivent pas en être sous-estimées car l'origine et même l'orientation actuelle de ces formations restent assez différentes. Certes, on arrive à s'entendre sur bien des questions. Mais il reste toute une série de dossiers - avortement, génie génétique, etc. - où le PDC est difficilement « soluble » dans le libéralisme.

Il y aurait probablement une place pour un PDC fortement inspiré de valeurs que l'on pourrait sommairement désigner par le terme d'« humanisme chrétien ». Au lieu d'abandonner de plus en plus la spécificité représentée par le « C » de son sigle, le parti pourrait alors faire le contraire et affirmer haut et fort ses racines chrétiennes, peut-être en cherchant un rapprochement avec le Parti évangélique.

Certes, le christianisme n'a pas besoin d'un parti qui se réclame de lui. Les valeurs chrétiennes peuvent être défendues à l'intérieur de tous les partis, à l'exception de ceux qui incitent à la haine et à l'exclusion. Dans ce sens, les chrétiens peuvent très bien vivre sans un parti qui se dit PDC. Mais cela

ne veut pas dire qu'un parti dont la vocation essentielle serait d'affirmer les valeurs chrétiennes ne puisse pas constituer une force de proposition précieuse, qui jouerait alors un rôle de levain. L'avenir dira si le PDC s'engage dans cette voie.

Toutefois, il y a une chose bien plus importante que l'avenir du PDC et celui des autres partis : c'est que les valeurs chrétiennes - dignité et responsabilité de la personne, respect de la vie, liberté de la conscience, partage, solidarité, défense des faibles, « option pour les pauvres » - continuent à être défendues avec force en Suisse, malgré le durcissement de la politique. C'est cela le rôle des chrétiens engagés dans la politique, quel que soit le parti qu'ils aient choisi. Après ces élections, ce rôle est plus important que jamais.

C. B.

Pèlerinage de la solidarité

VENEZ AVEC NOUS EN TERRE SAINTE !

Israéliens et Palestiniens, juifs, chrétiens et musulmans, tous souhaitent le retour des pèlerins au pays de la Bible.

Venez nous rejoindre pour un pèlerinage de huit à dix jours entre le 16 et le 26 février 2004.

Pré-inscription : Jean-Bernard Livio
ou Albert Longchamp
18, r. Jacques-Dalphin,
1227 Carouge ; ☎ 022 827 46 76 ;
e-mail : jblivio@choisir.ch ;
alongchamp@choisir.ch

Les précisions de date et les conditions financières vous seront communiquées dans les meilleurs délais.